

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.655

10 octobre 1997

(97-4326)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Le programme notifié intéresse les pesticides à usage non agricole tels que définis dans la Loi sur les pesticides (1962). Il englobe des produits virtuellement identiques aux biocides spécifiés dans le projet de directive concernant la mise sur le marché de biocides.
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Programme relatif aux prescriptions en matière d'agrément environnemental pour les pesticides à usage non agricole (15 pages, disponibles en anglais)
6.	Teneur: Ce programme a été établi en application de l'article 3a de la Loi sur les pesticides, en vertu duquel il est possible d'élaborer des règles générales concernant les prescriptions en rapport avec l'agrément des pesticides dans le but de prévenir les atteintes à l'environnement. Ce programme vise à la mise en oeuvre des règles générales applicables aux pesticides à usage non agricole et, en tant que tel, constitue une addition aux règles générales concernant les produits de protection des plantes formulés précédemment dans le Décret sur les prescriptions en matière d'agrément environnemental pour les pesticides. Ce programme répond à un besoin urgent en assurant la transparence nécessaire en ce qui concerne les prescriptions auxquelles doivent satisfaire les pesticides à usage non agricole.

7.	Objectif et justification: Toutes ces prescriptions visent à la protection de l'environnement. Compte tenu du stade avancé des travaux d'élaboration d'une directive concernant la mise sur le marché de biocides, les prescriptions du programme respectent les principes communs formulés dans ce projet de directive (JOCE C 69/13). Conformément à ces principes communs, le programme renferme des prescriptions relatives aux eaux, y compris les eaux souterraines, à la terre, à l'air et aux organismes non visés présents dans les zones en question. Si, lors de l'adoption de la directive susmentionnée, les principes communs différaient de la position commune actuelle, le texte du programme serait modifié en conséquence.
8.	Documents pertinents: Loi de 1962 sur les pesticides Décret sur les prescriptions en matière d'agrément environnemental pour les pesticides
9.	Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: